

CONVENTION PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre d'une part :

L'association V.R.A.C (Vers un Réseau d'Achat Commun) Lyon Métropole,
dont le siège social est situé au 41 Avenue de la République 69200 Vénissieux,
Dûment représentée par Monsieur Loïc RIGAUD agissant en qualité de Directeur de l'association.

Et d'autre part :

L'Université Lumière Lyon 2,
dont le siège social est situé 18 quai Claude Bernard 69007 Lyon,
Dûment représentée par Madame Nathalie DOMPNIER agissant en tant que Présidente de l'Université.

*Vu le code de l'éducation et notamment son article L.712-2 ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu les statuts de l'Université ;
Vu le règlement intérieur de l'université ;
Vu le règlement de valorisation des locaux modifié par délibération du 14 mars 2022 et du 13 mars 2023 ;
Vu l'avis de publicité préalable publié du 8 au 22 décembre 2023 ;*

Préambule :

L'Université Lyon 2 est très attachée aux questions d'alimentation durable et de lutte contre la précarité alimentaire. Impliquée sur le champ de la formation et de la recherche, notamment à travers la Chaire trALIM, l'Université s'attache à travailler avec les étudiants sur les questions de l'accès à une alimentation de qualité.

Conformément aux dispositions des articles L2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, l'Université a organisé un appel à candidature comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester.

Au terme de la procédure, l'Université s'est rapproché de l'association VRAC qui a répondu à l'appel à candidature, afin de conclure la présentation convention.

L'association VRAC favorise le développement de groupements d'achats de produits de qualité (biologiques, locaux et écologiques) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'agglomération lyonnaise, et sur les campus étudiants depuis 2019 avec le projet VRAC Universités. Son projet est orienté vers l'accès du plus grand nombre à des produits de consommation courante de qualité, sains et durables. Les prix sont raisonnables (prix coûtant + charge) grâce à : l'achat en grandes quantités, la réduction des coûts intermédiaires via la priorité donnée aux circuits courts, la réduction des coûts superflus par la limitation des emballages.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

1.1 Local

L'Université autorise VRAC à occuper son domaine public et plus précisément les locaux suivants, situés sur le campus Porte des Alpes (Bron) : Salle polyvalente de la Maison de l'étudiant (MDE.039) et son espace de stockage (MDE.038).

1.2 Meubles

La salle est mise à disposition avec les meubles la garnissant.

1. 3 Activité autorisée

L'activité déclarée par l'occupant est la suivante :

- Distribution de commandes passées sur la plateforme epicerie.vrac-asso.org au bénéfice des étudiants de l'Université,
- Paiement sur place des commandes enregistrées en ligne ou des cotisations d'adhésion.

La distribution de boissons alcoolisées, de tabac et de produits nicotinique est strictement prohibée.

L'occupant s'engage à ne pas exercer d'autres activités dans les lieux.

1.4 Période et horaires de l'occupation

Les dates seront arrêtées d'un commun accord entre les deux parties sur la base d'une distribution par mois de septembre à juin.

Article 2 : Caractère de l'occupation

Les locaux susmentionnés faisant partie intégrante du domaine public universitaire, la présente convention est une convention d'occupation du domaine public **personnelle, précaire et révocable**.

L'Université peut y mettre fin, sans préjudice, à tout moment et pour tout motif, notamment si l'occupant ne se conforme pas aux consignes d'organisation et de sécurité ou si les activités ne sont pas conciliables avec les missions de service public de l'Université.

Le présent titre ne confère pas à l'occupant le droit réel prévu par les articles L.2122-6 à L.2122-11 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le présent titre ne constitue en aucun cas un fonds de commerce. Il ne peut ouvrir au profit de l'occupant de droit quelconque au titre de la législation sur la propriété commerciale.

Dans l'intérêt du domaine public et eu égard aux critères de qualité et de professionnalisme qui auront prévalu dans le choix de l'occupant, la présente convention d'occupation du domaine public présente un caractère strictement personnel. A ce titre, la présente convention d'occupation du domaine public ne pourra en aucun cas et sous aucun prétexte être prêtée, sous louée en totalité ou partie ou cédée.

Article 3 : Fluides

L'Université assure, sauf cas de force majeure, l'arrivée sur place de l'eau et l'électricité. Les dépenses de fluides (eau, chauffage et électricité) sont à la charge de l'Université.

Article 4 : Redevance d'occupation

L'autorisation d'occupation du domaine public est délivrée conformément aux conditions posées par l'article L2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques. Dès lors, l'occupant ne paiera pas de redevance d'occupation.

Article 5 : Engagement, responsabilité et assurances

5.1. Engagements respectifs

L'occupant s'engage à :

- Respecter le règlement intérieur de l'Université et veiller au respect des horaires d'utilisation des locaux mis à disposition.
- Rendre le matériel et les locaux dans un état aussi propre que celui de leur état initial. Tous les éléments et accessoires d'exposition ou de décoration installés pour la distribution devront être enlevés.
- Signaler toute dégradation volontaire ou non, sur les lieux mis à disposition par l'Université dans les plus brefs délais.
- Prévenir l'Université minimum 72H à l'avance en cas d'annulation de la distribution.

L'Université s'engage à :

- Mettre à disposition une autre salle de même capacité dans l'hypothèse où le local visé à l'article 1.1 ne soit pas disponible à l'une des dates convenues.
- Relayer, le cas échéant, la communication de l'association relativement aux distributions organisées au sein de l'Université et notamment auprès des étudiants du campus des Berges du Rhône.

5.2 Responsabilités

L'occupant exploite, sous sa seule responsabilité, et à ses risques et périls, l'activité définie à l'article 1^{er}. L'Université ne transfère aucune donnée personnelle des étudiants dans le cadre de l'activité donnant lieu à la présente convention d'occupation du domaine public.

5.3 Assurances

L'occupant doit contracter, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, une assurance responsabilité civile le garantissant contre les risques pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber en raison des dommages corporels, matériels, et immatériels, du fait de l'activité exercée dans le cadre de la présente convention. L'occupant devra transmettre à l'Université l'attestation d'assurance correspondante.

Article 6 : Hygiène et sécurité

6.1 Règles générales relatives à l'occupation du domaine

L'occupant s'engage à occuper paisiblement les locaux et à exercer ses activités en conformité avec les missions de l'Université.

6.2 Capacité d'accueil

L'effectif maximum prévu à l'occasion de l'occupation du local, objet de la présente convention, est limité à 80 personnes.

6.3 Règles spécifiques liées à l'activité exercée

L'occupant est responsable de la sécurité des aliments cédés aux consommateurs : il met en œuvre tous les moyens nécessaires afin de garantir la sécurité sanitaire des produits cédés aux consommateurs. Il lui appartient de respecter les exigences réglementaires qui s'appliquent à son activité et les bonnes pratiques d'hygiène et principes « HACCP ».

Article 7 : Mise à disposition et entretien des locaux

7.2 Entretien

L'occupant assure le maintien en parfait état de propreté de son matériel, des locaux ainsi que des abords utilisés pour la livraison des marchandises et l'évacuation des déchets ou des emballages vides. L'occupant est tenu de conserver les lieux en bon état d'entretien: en cas de défaillance, l'Université pourra faire procéder aux travaux de remise en état aux frais de l'utilisateur et ce, 10 jours calendaires après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

7.3 Réparations

L'occupant doit informer sans délai l'Université en cas de dysfonctionnements, dégradations ou défauts justifiant des réparations.

Les frais de réparation des installations immobilières sont pris en charge par l'Université, dans les seuls cas où ils sont dus à la vétusté ou à une utilisation normale, et non reconnus imputables à la négligence ou à la faute de l'utilisateur.

Article 8 : Durée, Clause résolutoire et évaluation

8.1. Durée

La présente convention entre en vigueur à la date de la signature par les deux parties. Elle court jusqu'au 30 juin 2026. Elle ne pourra être renouvelée que dans le respect des procédures législatives et réglementaires en vigueur concernant l'occupation du domaine public de l'Université.

8.2. Clause résolutoire

Il pourra être mis fin à la présente convention par l'une ou l'autre des parties dans les cas suivants :

- arrivée à son terme de la convention ;
- résiliation pour faute: en cas de manquements par l'occupant à l'une de ses obligations contractuelles, la convention sera résiliée de plein droit, sans mise en demeure préalable et sans indemnité pour l'occupant; La résiliation pour faute ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre l'occupant. Cette résiliation pour faute devra être mise en œuvre par l'Université Lumière Lyon 2 par lettre recommandée avec avis de réception ;
- résiliation pour un motif d'intérêt général : la présente convention pourra également être résiliée à tout moment par l'Université Lumière Lyon 2, sous réserve d'en informer l'occupant par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai maximum de deux mois. La résiliation pour un motif d'intérêt général n'entraîne le versement d'aucune indemnité ou dommages et intérêts pour l'occupant ;
- dans tous les autres cas et à tout moment, à l'initiative de l'Université ou de l'occupant, sous réserve du respect d'un préavis de six mois. Les parties devront effectuer cette démarche par lettre recommandée avec avis de réception. Dans tous les cas, la résiliation n'entraîne pas le versement d'indemnités ou de dommages et intérêts pour l'occupant.

La résolution de la présente convention donne la faculté à l'Université, de réattribuer l'emplacement.

8.3. Évaluation, production des comptes et bilans

Un bilan annuel des distributions sera réalisé. Il comportera notamment : le nombre de distributions, le nombre d'étudiant.es adhérent.es, et les dates de distribution, ainsi que les difficultés et pistes d'amélioration envisageables. Le résultat de ce bilan sera partagé lors d'une réunion en fin d'année.

L'occupant s'engage à remettre annuellement, et dès la fin de la première année d'exploitation, à l'Université Lumière Lyon 2, le compte de résultat et le bilan spécifique à l'activité exercée dans les locaux octroyés. La production de ces documents devra être effectuée par l'occupant au plus tard trois mois après la clôture de l'exercice comptable.

Article 8 : Litiges et clause attributive de compétence

L'Université et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation de la présente convention ou à son exécution.

Tout différend entre l'occupant et l'Université doit faire l'objet, de la part de l'occupant, d'une lettre en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée à l'Université Lumière Lyon 2 dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'Université dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de litige et à défaut de solution amiable, le tribunal administratif de Lyon sera seul compétent.

Fait à Lyon,

Pour l'association VRAC Lyon Métropole	Pour l'Université Lumière Lyon 2
Le Président Etienne FABRIS, Et par délégation, Le Directeur Loïc RIGAUD	La Présidente Nathalie DOMPNIER Et par délégation, La Directrice générale des services Irène GAZEL